

Annexe : Résumé des interventions majeures du séminaire

Au niveau de l'analyse

- On se limite à la volatilité sur les marchés internationaux dans voir l'importance de celle sur les marchés nationaux
- La transmission des prix des marchés internationaux est assez limitée
- Les marchés très tendus posent problème pour des populations fortement appauvries
- On ne cherche pas à augmenter la solidarité ni la coopération
- Sous-estimation du développement des agrocarburants comme cause de la crise des prix alimentaires
- Le G20 ne s'intéresse qu'à l'offre et non à la demande et au besoin de rendre cette demande durable
- Le G20 ne s'intéresse pas à la régulation des marchés ni aux modèles de production
- Le G20 ne s'appuie sur le cadre de l'OMC et autres institutions (BM, FMI...)

Au niveau des réponses globalement apportées

- les réponses apportées après la crise de 2007-08 ont été inadéquates. Elles se basent sur des appuis financiers avec un cadre politique et une analyse qui n'ont pas été modifiés
- la coordination internationale est insuffisante
- différentes initiatives de gouvernance ont été prises (CFS, HLTF, G20, OMC...) mais n'ont pas encore abouti

Au niveau des propositions en vue de réduire la volatilité des prix agricoles et d'en limiter les conséquences négatives. Recommandations principales

- Il est nécessaire de réguler les marchés internationaux, sous-régionaux et nationaux de manière à ce que le prix y soit suffisant pour couvrir les coûts de production. En relevant les prix sur les marchés agricoles des pays les plus pauvres, on sort immédiatement de la misère et l'insécurité alimentaire une majorité de personnes affectées.
- Afin de réguler ces marchés, il est important de maîtriser l'offre et la demande. Parmi les instruments utilisables, on note en particulier les stocks régulateurs, qui ont été utilisés avec succès notamment aux USA et dans l'UE (même si des stocks régulateurs ne figurent pas parmi les recommandations des 8 OIG (dans l'étude pour le G20) qui limitent le rôle des stocks à l'urgence), la gestion de l'offre (même si certaines conditions sont mises à l'utilisation de cet instrument, notamment concernant les conditions de transfert des quotas). L'important étant de pouvoir contrôler le niveau des quantités produites et achetées sur les marchés et donc les prix.
- La lutte contre la spéculation sur les marchés des denrées alimentaires et sur les marchés dérivés et OTC (over the counter) de produits alimentaires.
- Ajuster les mandats pour la production d'agrocarburants.

- Améliorer la transparence des marchés agricoles (fondamentaux des marchés) afin de limiter les possibilités des spéculateurs et de mieux faire fonctionner ces marchés. Cela vaut aussi pour les marchés de produits dérivés des produits agricoles.
- En matière de commerce, il apparaît important de changer de cap, même si l'OMC continue sur sa lancée de l'avant crise alimentaire (gros exportateurs cherchant à ouvrir l'accès aux marchés dans une situation de surproduction), de même que les autres 7 OIG (dans l'étude pour le G20). Cela apparaît notamment dans l'étude du HLPE et dans d'autres propositions (Rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation). Cela devrait faire partie de la révision du cadre politique. On fait remarquer que les prélèvements variables ont été utilisés largement par de très nombreux pays qui s'étaient engagés à ne pas les utiliser, mais qui n'ont pas été sanctionnés dans le cadre de l'OMC. De même les USA utilisent les paiements contractuels et les aides alimentaires pour les plus démunis sans être inquiétés, alors que l'UE refuse sous prétexte de la discipline de l'OMC.
- Réaffirmer l'importance de l'agriculture mais en développant des systèmes agricoles plus résilients et en soutenant le développement de ce type de systèmes. On met notamment en avant :
 - o des systèmes axés sur des modes de production plus agroécologiques (pas les 8 OIG dans l'étude pour le G20)
 - o des systèmes basés sur le développement des petits producteurs (idem)
 - o des systèmes relocalisés (local, national et sous-régional) et donc axés sur des marchés locaux
 - o des systèmes valorisant les ressources locales (moins de transports)
 - o des systèmes valorisant le travail plutôt que le capital
 - o des systèmes qui permettent de maintenir des capacités de production dans toutes les régions.
- Réaffirmer l'importance de la solidarité, de la coopération et donc éviter le dumping systématique. Au sein de l'UE, on prône la cohérence entre les politiques.
- La contractualisation est proposée, mais n'est pas vue comme suffisante.
- Enfin, il faut mettre en place des instruments pour limiter la volatilité au niveau des marchés nationaux (et non seulement internationaux).

*Résumé réalisé par
Dani Van der Steen*